

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article807>

Nicolas Sarkozy juge "très élevé" le risque terroriste sur Paris



- Terrorisme - France -
Date de mise en ligne : mardi 27 septembre 2005

Spyworld Actu

Le risque d'actes terroristes à Paris est très élevé, estime lundi soir Nicolas Sarkozy, qui a détaillé le dispositif antiterroriste qu'il présentera début octobre en conseil des ministres.

La menace terroriste sur Paris "existe. Elle est à un niveau très élevé", a déclaré sur France 3 le ministre de l'Intérieur, selon qui elle serait "plus à quatre qu'à trois" sur une échelle de cinq degrés.

Face à cette menace, le gouvernement français a décidé "de considérablement augmenter" ses moyens de renseignement.

"Ça veut dire augmenter les personnels, augmenter la technique, trouver des sources, être à l'écoute de tout et si possible savoir tout", a-t-il souligné.

Il s'exprimait au soir de l'arrestation près de Paris de neuf personnes proches des islamistes algériens et soupçonnées de projeter des attentats en France.

"Ce sont des arrestations préventives mais ceux qu'on a été chercher savent pourquoi on a été les chercher", a commenté Nicolas Sarkozy. "Ce sont des individus à qui nous avons des questions très précises à poser. Ça montre à la fois l'efficacité de nos services de renseignement et qu'il y a des cellules sur notre territoire."

Il a notamment réaffirmé que tout prédicateur musulman appelant à la violence terroriste serait expulsé, précisant qu'il y en avait déjà eu 34 dans ce cas, et que la sanction pourrait aller jusqu'au retrait de la nationalité française.

"Nous avons encore une dizaine de gens qu'on va mettre dehors (...) dans les semaines qui viennent", a-t-il précisé.

"Il n'y aura aucun amalgame, d'aucune sorte", a poursuivi le ministre. "Mais que ceux, imams ou autres, qui tiendront des propos contraires aux valeurs de la République le sachent : ils seront mis dehors sans attendre."

"Par ailleurs, nous allons renforcer une procédure qui est, hélas, trop peu utilisée, de retrait de la nationalité", a-t-il ajouté. "Quand quelqu'un a acquis la nationalité française et qu'il se permet d'être un terroriste ou un complice de terroriste, je demande qu'on lui retire la nationalité et qu'on le mette dehors. J'estime que des gens qui ont été naturalisés français et qui ont trempé dans des attentats terroristes, nous n'avons pas à les garder français. Ils ont à être déchus de leur nationalité française et à être expulsés."

EXTREMISTES DECHUS DE LA NATIONALITE FRANÇAISE ?

Le projet de loi antiterroriste tire notamment les leçons des attentats meurtriers commis en juillet à Londres, où les enquêteurs ont pu très rapidement retrouver la trace des auteurs grâce à la vidéo-surveillance.

"Nous avons considéré que nous n'étions pas au niveau (...) et qu'il fallait sans doute développer notre arsenal de ce point de vue", a expliqué le ministre de l'Intérieur. "Ça veut dire (...) mettre davantage de vidéo-surveillance dans les lieux publics (...) garder les images (...) et, troisièmement, il faut changer la législation."

Grands magasins et lieux de culte doivent pouvoir, par exemple, mettre des caméras de surveillance sur les trottoirs qui les bordent, a-t-il précisé.

Nicolas Sarkozy juge "très élevé" le risque terroriste sur Paris

Le gouvernement entend d'autre part mieux contrôler les cybercafés, grâce auxquels les extrémistes peuvent communiquer par internet en tout anonymat.

"Nous voulons obliger les cybercafés à conserver un certain nombre de données pour pouvoir les saisir et savoir ce qu'il s'y passe", a expliqué Nicolas Sarkozy. De même, les opérateurs de téléphonie devront garder leurs données "au moins une année".

La surveillance des voyages à l'étranger de suspects potentiels sera renforcée. "Il n'est pas normal qu'un individu qui habite dans nos quartiers parte tout d'un coup quatre mois en Afghanistan, trois mois en Syrie ou cinq mois dans un autre pays", a déclaré le ministre. "Nous voulons savoir qui part, où, pour combien de temps et quand il revient."

"On se demande pourquoi un certain nombre de jeunes Français sont au Pakistan dans des écoles religieuses. En ce moment-même, nous savons qu'il y a une dizaine de jeunes Français qui sont en Irak prêts à faire les kamikazes", a-t-il ajouté. "Il y en a six qui sont déjà morts en kamikazes en Irak."

Le gouvernement réfléchit par ailleurs à la possibilité d'étendre de quatre à six jours la garde à vue en cas de mouvements financiers internationaux suspects

Enfin, les autorités françaises étudient le processus de communication des services de police britanniques en période de crise, a précisé Nicolas Sarkozy, qui a notamment loué leur capacité à prévenir les fuites.